ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 7 mars 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution des articles 66, 67 et 85 du Règlement général sur les frais de justice en matière répressive établi par l'arrêté royal du 28 décembre 1950", a donné le 21 mars 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 maart 1988 door de Vice-Eertse Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "genomen ter uitvoering van artikelen 66, 67 en 85 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken vastgesteld bij het koninklijk besluit van 28 december 1950", heeft op 21 maart 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Il convient d'ajouter au préambule un alinéa, qui deviendrait l'alinéa 1er, et d'y viser la loi du 1er juin 1849 sur la révision des tarifs en matière criminelle, modifié par les lois des 15 mai 1912 et 16 juin 1919, l'arrêté royal n° 253 du 8 mars 1936 et la loi du 25 octobre 1950, comme il est proposé dans l'avis n° L. 18.503/2, donné ce jour par le Conseil d'Etat, section de législation, sur le projet d'arrêté royal "modifiant les articles 6, 66, 67 et 85 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive établi par l'arrêté royal du 28 décembre 1950".

.../...

Il s'ensuit que l'alinéa 1er du texte en projet devient l'alinéa 2.

Dispositif.

Article 1er.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'autorisation préalable du procureur général près la Cour d'appel ou de l'auditeur général n'est pas requise pour les dépenses visées à l'article 66 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive quand leur montant ne dépasse pas dix mille francs".

Article 2.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "De categorieën van kosten, bedoeld in artikel 67 van ..., die worden toegeschat ...".

Dans le texte français, quatrième ligne, il convient d'écrire : "..., qui sont alloués au bas des réquisitoires, ...".

.../...

Les chiffres 1., 2. et 3., doivent être remplacés par 1°, 2° et 3°. Cette remarque vaut également pour les chiffres indiqués sous l'article 3.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° les indemnités dues aux dépositaires publics requis de remettre ou de retirer des pièces arguées de faux ou des pièces de comparaison".

Article 3.

L'article 3 ne comporte qu'une seule phrase qui est malencontreusement coupée par une très longue énumération. Il est donc proposé de rédiger cette phrase unique comme suit :

"Seront payés par les greffiers des cours et tribunaux, au moyen de la provision mise à leur disposition à cet effet, les frais visés par l'article 85, alinéa 2, du règlement général sur les frais de justice en matière répressive et dont les catégories sont les suivantes :

1° les frais de translation des détenus;
...".

Il convient de faire précéder chaque catégorie de frais par l'article défini "les".

Quant au 5°, les frais de fonctionnement de la justice militaire doivent être payés de la même façon que les frais occasionnés par le fonctionnement de la justice civile (comme par exemple : indemnités aux témoins ou aux interprètes). Il n'y a lieu de faire mention des frais de la justice militaire que s'il s'agit de frais spécifiques qui n'ont pas leur équivalent dans la justice civile. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, cette catégorie de frais recouvrirait uniquement le paiement des primes de capture des déserteurs.

Il y aurait donc lieu de revoir le 5° en précisant quels sont les frais spécifiques de justice militaire.

Le 6° vise une circulaire du 17 mars 1909 relative aux commissions rogatoires étrangères en matière civile et commerciale.

Cette circulaire du 17 mars 1909, qui a été communiquée par le fonctionnaire délégué, prescrivait de régler les frais occasionnés par l'exécution de commissions rogatoires de juges étrangers de la même façon que les frais des actes de procédure faits sur la poursuite d'office du ministère public en matière civile, frais qui étaient assimilés aux frais de justice en matière répressive par un arrêté royal du 18 juin 1853.

.../...

Suivant le fonctionnaire délégué, les prescriptions de cette circulaire ont été reprises dans les articles 143 et 144 du règlement général du 28 décembre 1950. En effet, l'article 144, qui est relatif aux frais d'exécution des commissions rogatoires délivrées par des juges étrangers, prévoit que ces frais seront payés de la manière prévue dans l'article 143, c'est-à-dire à l'intervention des greffiers des cours et tribunaux au moyen d'avances consenties par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Il y a, dès lors, une contradiction entre ces deux articles 143 et 144 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive et le 6° de l'article en projet.

Il faudrait, pour remédier à cette discordance, modifier au préalable l'article 143 précité et, éventuellement, l'article 144, et adapter en conséquence le 6° de l'article en projet.

Le texte français du 8° doit se lire comme suit :

"8° les indemnités aux gardiens de scellés et aux séquestres;".

Le texte du 9° doit être rédigé comme suit :

"9° les indemnités aux membres de la police communale, notamment aux gardes champêtres visés à l'article 182 de la loi communale, aux gardes forestiers et aux gardes champêtres particuliers, aux agents de la force publique et aux agents de la police judiciaire;".

Au 12°, il y a lieu de supprimer le mot "etc.", qui ne convient pas dans un texte normatif.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle sont visés comme seuls frais relatifs à l'exécution des arrêts ceux des arrêts portant condamnation à la peine de mort, alors que cette peine, si elle est encore prévue dans un texte, n'est plus exécutée en Belgique.

Il y aurait lieu de revoir le 12° en précisant, autrement que par un "etc." ce que sont les frais relatifs à l'exécution des arrêts.

Au 13°, il y a lieu de ne pas mentionner les "frais de correspondance", qui sont compris dans les frais de transport.

En outre, par souci de concordance avec le texte néerlandais, le texte français doit être rédigé comme suit :

"13° les frais de transport des pièces de procédure et des pièces à conviction;".

Dans le texte néerlandais du 13°, il convient d'écrire : "de kosten van vervoer van de proces- en overtuigingsstukken;".

Dans le texte néerlandais du 14°, il y a lieu d'écrire : "de kosten van sortering en vervoer van de gerechtelijke archiefstukken;".

.../...

Dans le texte néerlandais du 16°, il convient d'écrire : "de kosten waarin het tarief in strafzaken niet voorziet;".

Article 4.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire : "... in artikel 3 van dit besluit worden betaalbaar gesteld" au lieu de "... in artikel 3 van huidig besluit zijn betaalbaar gesteld".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

In de aanhef behoort een lid te worden ingevoegd, dat het eerste lid zou worden, en waarin wordt verwezen naar de wet van 1 juni 1849 over de herziening der gerechtskosten in strafzaken, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912 en 16 juni 1919, het koninklijk besluit nr. 253 van 8 maart 1936 en de wet van 25 oktober 1950, zoals wordt voorgesteld in het advies nr. L. 18.503/2, dat heden door de Raad van State, afdeling wetgeving, is gegeven over het ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de artikelen 6, 66, 67 en 85 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 28 december 1950".

.../...

Daaruit volgt dat het eerste lid van de ontworpen tekst het tweede lid wordt.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Dat artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Voorafgaande machtiging van de procureur-generaal bij het Hof van beroep of van de auditeur-generaal is niet vereist voor de uitgaven bedoeld in artikel 66 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, wanneer het bedrag ervan niet meer dan tienduizend frank beloopt".

Artikel 2.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "De categorieën van kosten, bedoeld in artikel 67 van ..., die worden toegeschat ...".

In de Franse tekst, vierde regel, schrijve men : "..., qui sont alloués au bas des réquisitoires, ...".

De cijfers 1., 2., 3. moeten worden vervangen door 1°, 2° en 3°. Die opmerking geldt eveneens voor de cijfers die onder artikel 3 vermeld staan.

De tekst onder 3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° de vergoedingen verschuldigd aan de openbare bewaarders die aangezocht worden om van valsheid betichte stukken of stukken van vergelijking te overhandigen of terug te nemen".

Artikel 3.

Artikel 3 bevat slechts een enkele volzin die op storende wijze wordt onderbroken door een zeer lange opsomming. Bijgevolg wordt voorgesteld die enige volzin als volgt te redigeren :

"De hierna volgende categorieën van kosten, bedoeld in artikel 85, tweede lid, van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, worden door de griffiers van de hoven en rechtbanken betaald door middel van het voorschot dat hun te dien einde ter beschikking wordt gesteld :

1° de kosten voor het overbrengen van de gedetineerden;
...".

Aan elke categorie van kosten behoort het bepaald lidwoord "de" vooraf te gaan.

Wat de tekst onder 5° betreft, moeten de werkingskosten van het militair gerecht op dezelfde wijze worden betaald als de kosten die teweeggebracht zijn door de werking van het burgerlijk gerecht (zoals, bijvoorbeeld, vergoedingen aan getuigen of aan tolken). De gerechtskosten in militaire zaken dienen enkel te worden vermeld indien

.../...

het gaat om specifieke kosten die huns gelijke niet hebben in burgerlijke zaken. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou die categorie van kosten alleen de betaling van de premies voor het gevangennemen van deserteurs omvatten.

De tekst onder 5° zou bijgevolg moeten worden herzien; hierbij moet worden gepreciseerd welke de specifieke gerechtskosten in militaire zaken zijn.

De tekst onder 6° verwijst naar een omzendbrief van 17 maart 1909 betreffende de buitenlandse rogatoire commissies in burgerlijke en handelszaken.

Die omzendbrief van 17 maart 1909, welke door de gemachtigde ambtenaar is medegedeeld, gelastte de kosten die teweeggebracht zijn door de uitvoering van rogatoire commissies van buitenlandse rechters, op dezelfde wijze te vereffenen als de kosten van de proceshandelingen die verricht zijn op vervolging van ambtswege van het openbaar ministerie in burgerlijke zaken, welke kosten door een koninklijk besluit van 18 juni 1853 gelijkgesteld werden met de gerechtskosten in strafzaken.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de bepalingen van die omzendbrief overgenomen in de artikelen 143 en 144 van het algemeen reglement van 28 december 1950. Artikel 144, dat betrekking heeft op de kosten van de uitvoering van rogatoire commissies die door buitenlandse rechters werden uitgevaardigd, bepaalt immers dat die kosten worden betaald op de in artikel 143 bepaalde wijze, dat wil zeggen door bemiddeling van de griffiers van de hoven en rechtbanken, uit voorschotten ter beschikking gesteld door het bestuur der registratie en domeinen.

.../...

Er is derhalve tegenstrijdigheid tussen die twee artikelen 143 en 144 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken en de tekst onder 6° van het ontworpen artikel.

Om dat gebrek aan overeenstemming te verhelpen zouden eerst het voornoemde artikel 143 en, eventueel, artikel 144 gewijzigd moeten worden en zou de tekst onder 6° van het ontworpen artikel dienovereenkomstig aangepast moeten worden.

In de tekst onder 8° schrijve men :

"8° de vergoedingen aan de zegelbewaarders en de sekwesters;".

De tekst onder 9° moet als volgt worden geredigeerd :

"9° de vergoedingen aan de leden van de gemeentepolitie, inzonderheid aan de veldwachters bedoeld in artikel 182 van de gemeentewet, aan de boswachters en aan de bijzondere veldwachters, aan de agenten van de openbare macht en aan de agenten van de gerechtelijke politie;".

In 12° schrappe men het woord "enz.", dat niet thuishoort in een normatieve tekst.

Bovendien is het de Raad van State niet duidelijk waarom als enige kosten inzake het uitvoeren van de arresten de kosten van de arresten houdende veroordeling tot de doodstraf worden genoemd, terwijl die straf weliswaar nog in een tekst wordt vermeld, maar in België niet meer ten uitvoer wordt gelegd.

.../...

De tekst onder 12° zou moeten worden herzien door, anders dan met een "enz.", te preciseren om welke kosten met betrekking tot de uitvoering van de arresten het gaat.

In de tekst onder 13° hoeven de "correspondentiekosten", die vervat zijn in de vervoerkosten, niet te worden vermeld.

Bovendien moet de Franse tekst, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse, als volgt worden geredigeerd :

"13° les frais de transport des pièces de procédure et des pièces à conviction;".

In de Nederlandse tekst onder 13° schrijve men : "de kosten van vervoer van de proces- en overtuigingsstukken;".

In de Nederlandse tekst onder 14° schrijve men : "de kosten van sortering en vervoer van de gerechtelijke archiefstukken;".

In de Nederlandse tekst onder 16° schrijve men : "de kosten waarin het tarief in strafzaken niet voorziet;".

Artikel 4.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "... in artikel 3 van dit besluit worden betaalbaar gesteld" in plaats van "... in artikel 3 van huidig besluit zijn betaalbaar gesteld".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J.-J. STRYCKMANS.